



Hôpital, centres de santé, assurance maladie:

Défendre le service public de santé!

Manifestation nationale, samedi 15 juin, 13h00 Bastille – Nation

À l'appel de nombreuses organisations syndicales, associatives, politiques dont le PCF

Rencontre publique,

à l'initiative du PCF Paris 15,
avec des syndicalistes (HEGP,
Necker) et des militants associa-
tifs du 15^{ème},

**Judi 4 juillet, 18h30,
61 rue Violet**

Luttes dans le 15^{ème}

Contre la fermeture du centre de Sécurité sociale de la rue du Docteur

Finlay programmée pour fin 2013. Il n'en resterait plus qu'un seul (Adolphe Chérioux) pour les 335.000 habitants des 6^{ème}, 7^{ème} et 15^{ème} arrdts! Les malades, surtout les plus fragiles, auront encore plus de mal à faire valoir leurs droits, à être conseillés. A l'initiative de l'Union locale CGT, une pétition a réuni des milliers de signatures.

Plus nous avons besoin de centres de santé publics de proximité, plus ils

les ferment! Le 15^{ème} va-t-il devenir un désert médical? Non, bien sûr, seulement un désert en offre de soins conventionnés, au tarif de la Sécu, avec pratique du tiers payant. **Le centre médical pluridisciplinaire Beaugrenelle**, qui accueillait 23.000 patients est tombé sous les pelleuses des promoteurs du nouveau centre commercial. Responsable, la Ville a laissé faire. Des associations se battent pour la réimplantation d'une structure équivalente. 450 millions d'euros pour une opération spéculative et pas les moyens de faire vivre un centre de santé? **Idem à Balard**, le centre de santé a été détruit par les pelleuses de l'opération Pentagone. **Rue Viala**, depuis l'abandon par les CAF, le centre vivote. Agissons!

.../...

LA GRECE: LABORATOIRE DE LA CRISE SANITAIRE

Du jour au lendemain, le gouvernement grec à la solde de l'UE et de la finance internationale a rayé de la carte la télévision publique et ses 2700 employés.

En quatre ans, il a éliminé la moitié des financements des structures publiques de santé, au nom de l'euro et de déficits publics, pour lesquels les travailleurs grecs ne sont pour rien.

Se payer une prothèse de la hanche est devenu un luxe. Entre manger et suivre sa dialyse, il faut choisir. Quand les hôpitaux et les services subsistent, les personnels ne sont pas toujours payés. La pénurie de matériel est générale. On est arrivé à mendier et appeler « Médecins du monde » pour boucher les trous et tenter d'éviter la catastrophe sanitaire comme dans les pays du tiers-monde ou ... aux Etats-Unis.

Dans une lettre ouverte solennelle au gouvernement, datée du 20 avril, une centaine de professionnels de la santé grecs tire le signal d'alarme et appelle le pouvoir à dire non aux diktats de l'Union européenne, de sa banque et du FMI, quitte à sortir de l'euro.

EN FRANCE, on n'en est pas rendu à la même situation. Sans doute, mais l'évolution programmée va dans le même sens.

Les autorités s'appliquent à fermer les structures, maintenant, pour l'AP-HP, l'Hôtel Dieu, bientôt Beaujon, Bichat, ou en parallèle la Clinique des Bluets, sans compter les services. Le nombre de centres de santé conventionnés diminue drastiquement. Les « restes à charge » des malades augmentent considérablement au fil des « franchises » et des déremboursements, notamment pour les personnes âgées et les malades chroniques. Le gouvernement prétend nous faire travailler plus longtemps mais il sape les conditions, réelles, de l'augmentation de l'espérance de vie. **Au niveau emploi et salaires, la situation est devenue critique et on ne pourra pas tirer encore longtemps sur la corde du dévouement des personnels hospitaliers.**

Les prétextes sont de même nature qu'en Grèce : les déficits. En vérité, ils sont fabriqués de toute pièce par les gouvernements successifs et le Medef. On exempte le patronat d'une large part de ses coti-

.../...

**Aux urgences de l'hôpital Pominidou,
c'est toujours l'état d'urgence!**

**Il y a un an, les personnels des urgences
tiraient le signal d'alarme.**

Le grève a permis que les patients ne soient plus parqués dans les couloirs mais dans de nouveaux « espaces d'attente », un peu plus décents. Pour le reste, rien n'a changé.

Le déficit de personnel et le manque de lits « d'aval » (dans les autres services) rendent toujours l'équation quasi impossible tous les jours.

D'autant que c'est la même chose dans tous les autres hôpitaux. L'Assistance publique veut même fermer les urgences de l'Hôtel Dieu maintenant reportant 120.000 patients vers les structures subsistantes!

La lutte se globalise à l'AP-HP devant une austérité sans précédent, malgré le changement de gouvernement. C'est notre affaire à tous!

sations maladie, au nom de la compétitivité. Puis on étrangle les hôpitaux publics. Leur endettement a été multiplié par 4 en dix ans depuis 2001. La charge de la dette (les intérêts pour les banquiers) prélevés sur l'offre et la qualité des soins a atteint 823 millions d'euros en 2011 : une corde au cou. La tarification à l'activité, T2A, n'a qu'une seule rationalité : favoriser le secteur privé. Elle crée des dysfonctionnements et des aberrations médicales partout. La loi Bachelot de 2008, maintenu par la « gauche », a mis en place, avec les agences régionales de santé, l'instrument pour dépecer méthodiquement l'hôpital public.

Les objectifs de cette politique, menée avec acharnement par les gouvernements successifs, sont limpides : marchandiser le principal de la vie, le droit à l'accès aux soins, le droit de vivre et de vieillir dans le meilleur état de santé possible, en faire une source de profit pour les nantis. La Sécurité sociale, les réformes de l'hôpital public, nous les avons conquis par la lutte, nous les défendrons par la lutte !

Communistes, nous n'avons semé aucune illusion sur un quelconque changement avec l'élection de Hollande. Le directeur de l'ARS d'Ile-de-France nommé par Sarkozy n'est autre que l'ancien ministre PS Claude Evin.

Pour nous en 2013, rien n'est changé ! Seule la lutte, les convergences de lutte entre les travailleurs des différents secteurs, les populations ouvrent une perspective politique.

A chaque niveau, service, hôpital, quartier : évaluons les besoins en emplois, en investissements, en salaires. Construisons la mobilisation avec tous, aussi en utilisant les contradictions des « décideurs ».

Partout en France, monte l'opposition aux restructurations, aux fermetures. Unissons-nous !

Exigeons l'abrogation de la loi Bachelot (HSPT) !

Exigeons la fin de la T2A !

De l'argent, il y en a, celui des travailleurs détourné vers le patronat et le capital :

Exigeons la suppression des 30 milliards d'euros annuels de déduction de cotisations sociales patronales. C'est trois fois le « déficit » de l'assurance maladie.

Exigeons la suppression du nouveau dispositif de cadeau au patronat, le « Crédit d'impôt compétitivité » qui représentera 20 milliards d'euros à la charge de la collectivité pour les profits. Qui parle de déficit ?

Comme nos amis et camarades grecs, renvoyons l'Europe du capital à sa place !

Les forces existent pour gagner une autre politique. Ni fatalisme, ni résignation. Ensemble, nous allons le montrer !

Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte !

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENVOYER A PCF , 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, Tél: 01 48 28 60 05; pcf.15@wanadoo.fr



S'INSCRIRE A NOTRE LETTRE D'INFORMATION: <http://pcf-paris15.over-blog.com/>